

AXE ÉVALUATION DES POLITIQUES SOCIO-FISCALES



Les politiques socio-fiscales constituent un instrument aux propriétés distinctes d'autres instruments (dépenses directes, réglementation), et méritent d'être évaluées non seulement par rapport aux objectifs qui leur ont été assignés (soutien et création d'emploi, soutien de la protection sociale complémentaire), mais aussi par rapport à leurs effets plus globaux en termes de transformation de notre système d'emploi et de protection sociale. Les travaux de l'axe visent ainsi à multiplier les points de vue pour fournir à terme une évaluation complète, interdisciplinaire et comparative de ces dispositifs.

Si ces questions sont abordées en premier lieu à partir du cas de la France, où l'utilisation de l'outil fiscal à des fins de protection sociale et d'emploi s'est particulièrement développé, les projets de l'axe visent à élargir la focale en procédant à des travaux comparatifs au niveau européen. Il s'agira plus particulièrement d'analyser les conséquences du recours à l'outil fiscal en termes de redistribution et de gouvernance sur l'architecture de l'Etat-providence pour répondre à des besoins sociaux dans un contexte de réformes des Etats-providence européens.

Co-directeurs :

Clément CARBONNIER



Maître de conférences en économie à l'université de Cergy-Pontoise, chercheur au THEMA et conseiller scientifique au CAE. Clément Carbonnier étudie

l'impact de la fiscalité sur les comportements des agents économiques.

Nathalie MOREL



Assistant Professor en Science Politique à Sciences Po (LIEPP/CEE), spécialiste des politiques sociales en Europe. Ses travaux portent

sur les politiques d'investissement social, les politiques de soutien aux emplois domestiques et le care.

Michaël ZEMMOUR



Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'Etat social. Ses travaux

explorent l'usage des dépenses fiscales et niches sociales dans les politiques sociales et d'emploi en France et en Europe ainsi que l'évolution des cotisations sociales.

Membres associés :

- Sonja AVLIJAS
- Julien BLASCO
- Montserrat BOTEY
- Guillaume CHAPELLE
- Nicolas DELALANDE
- Emanuele FERRAGINA
- Elvire GUILLAUD
- Jeanne LAZARUS
- Clément MALGOUYRES
- Johann MORIVAL
- Marek NACZYK
- Bruno PALIER
- Chloé TOUZET
- Camille URVOY

Trois grands chantiers d'intervention

Les travaux de l'axe ouvrent des perspectives sur la contribution des politiques socio-fiscales aux dynamiques longues d'évolution de l'Etat providence ainsi qu'à la stratégie économique française. Ils s'articulent autour de trois grands chantiers:

1. Liens entre fiscalité et redistribution
2. Etude d'impact sur les dispositifs socio-fiscaux dans différents secteurs en France: il s'agit d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre au regard des objectifs poursuivis mais également d'évaluer le coût d'opportunité de ces politiques, et d'analyser les choix politiques derrière ces politiques
3. Le recours aux dispositifs socio-fiscaux comme instrument de réforme de la protection sociale: des nouvelles dimensions d'étude telles que le genre et l'âge devraient venir nourrir les réflexions au sein de l'axe.

Principaux projets de l'axe

The transformative power of fiscal welfare

Ce projet vise à analyser les conséquences (en termes de redistribution, de gouvernance, sur l'architecture de l'Etat-providence) du recours à l'outil fiscal pour répondre à des besoins sociaux, dans un contexte de réformes des Etats-providence européens. Il s'agit d'identifier le pouvoir transformateur des politiques socio-fiscales comme outils de réformes.

L'impact des modèles nationaux de redistribution monétaire : une analyse comparée

Prolongeant les travaux de la précédente étude sur « les quatre leviers de la redistribution », un nouveau partenariat LIEPP EN3S, nous permet d'explorer les modalités de la redistribution monétaire. Un premier volet consiste à étudier dans quelle mesure les pays organisent une redistribution monétaire « par le haut » (en réduisant les hauts revenus) ou « par le bas » (en réduisant la pauvreté), et dans quelle mesure leur stratégie de redistribution concerne uniquement les situations extrêmes ou resserre les écarts sur l'ensemble de la distribution. Un second volet met en évidence la complémentarité des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu, dans la construction nationale d'un profil progressif d'imposition des ménages: les cotisations sociales assurent la progressivité en bas de la distribution, tandis que l'impôt sur le revenu prend le relais en haut de la distribution, là où les cotisations deviennent régressives. Un troisième volet cherche à mettre en évidence une structure, relativement régulière d'un pays l'autre, de la taxation des ménages en fonction de leur rang de revenu.

Politiques de défiscalisation

Combien coûtent les politiques de défiscalisation mises en œuvre dans divers domaines de politiques publiques en France ? Dans quelle mesure ces dépenses sont-elles plus efficaces que des dépenses directes ? Ce projet prévoit d'approfondir la réflexion entamée sur les politiques d'emplois et de l'étendre aux secteurs du logement, de la R&D, des mutuelles santé et retraite, de l'assurance vie...

Une série de séminaires sont prévus pour faire discuter des chercheur(e)s en économie, sociologie, science politique, histoire et droit à partir de leurs travaux respectifs pour aboutir à une synthèse la plus exhaustive possible des enjeux soulevés, en vue de la réalisation d'un ouvrage collectif qui ouvrirait un champ de recherche original, tant en France qu'à l'international.

Analyse des parcours et des carrières des inspecteurs généraux des affaires sociales

Ce projet s'intéresse à la question des liens entre les ministères appartenant au champ des affaires sociales et ceux appartenant au champ de l'économie. L'objectif de cette recherche est notamment, à travers une étude prosographique des parcours des inspectrices et inspecteurs de l'IGAS sortis de l'ENA, de percevoir les évolutions de l'IGAS, en termes de prestige et de rapport de force avec le pôle économique de l'Etat, à travers les parcours de ses membres. Il s'agit également de mesurer la participation des IGAS à la fabrication des politiques socio-fiscales, en analysant leur participation au cours de leur carrière aux différentes administrations et lieux de décision.

Philanthropie

Un projet collectif concernant les effets des incitations fiscales à la philanthropie a été initié. Tandis que les incitations aux dons des ménages en France sont bien connues (travaux récents de Fack et al.), les dons des entreprises sont pour l'instant peu observés.

The World Politics of Social Investment (WOPSI)

Ce projet a pour but d'évaluer les conditions politiques permettant le développement de politiques d'investissement social en Europe, Amérique Latine et Asie de l'est au travers de trois questions : qu'est-ce qui explique le contenu de l'agenda de l'investissement social, comment les conflits politiques autour de l'investissement social se calquent sur d'autres lignes de conflits et de clivages et quelles coalitions politiques supportent ou préviennent le tournant vers l'investissement social?



Evaluation interdisciplinaire du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le projet a été conduit par le LIEPP, mobilisant une équipe de recherche interdisciplinaire et différents outils méthodologiques pour étudier les canaux d'impact du CICE et les éventuels freins à l'utilisation du dispositif. Les analyses ont montré un recours quasi automatique au CICE, mais avec un faible pouvoir d'incitation des décideurs quant à l'emploi de ces ressources qu'ils considéraient comme pleinement fongibles dans leurs comptes globaux.

Evènements associés à l'axe

- **28 janvier 2019** : Conférence « L'investissement à impact social » coorganisée avec l'Impact Invest Lab et le Centre français des Fonds et Fondations
- **15 novembre 2019** : Journée d'étude « Childcare, family policy and women's professional careers »
- **18 novembre 2019** : Journée d'étude Politiques de défiscalisation « DEFISC »
- **7 mai 2020** : Séminaire « Universalité et sélectivité dans les programmes sociaux » avec la participation d'Alain Noël, Université de Montréal

Principales publications

- Amoureux, V., Guillaud, E., Zemmour, M. (2019). Prendre aux riches ou donner aux pauvres? Les sources de la redistribution monétaire selon les pays, *LIEPP Policy Brief* n°43.
- Amoureux, V., Guillaud, E., Zemmour, M. (2019). L'impact redistributif des modèles socio-fiscaux de protection sociale: analyse comparée internationale, *LIEPP Report*.
- Guillaud, E., Olckers, M., Zemmour, M. (2019). Four levers of redistribution: The impact of tax and transfer systems on inequality reduction, *Review of Income and Wealth*.
- Morel, N., Touzet, C., Zemmour, M. (2019). From the hidden welfare state to the hidden part of welfare state reform: Analyzing the uses and effects of fiscal welfare in France, *Social Policy & Administration*, 53(1), 34-48.
- Carbonnier, C., Malgouyres, C., Py, L., Urvoy, C. (2019). Wage Incidence of a Large Corporate Credit: Constrasting Employee – and Firm – Level Incidence, *LIEPP Working Paper* n°85.
- Morel, N., Touzet, C., Zemmour, M. (2018). Fiscal welfare in Europe: Why should we care and what do we know so far?, *Journal of European Social Policy*, 28(5), 549-560.
- Morel, N., Touzet, C., Zemmour, M. (2018). Fiscal welfare: le rôle des niches socio-fiscales dans la protection sociale en Europe, *Revue Française de Socio-Economie*, 20 (1), 123-141.